

---

PHILIPPE CHASSAGNE  
ET KOLË GJELOSHAJ HYSAJ

## LA CRIMINALITÉ DANS LES BALKANS

127

Vingt ans après la fin de la guerre froide et l'ouverture de l'espace européen, les réseaux criminels des Balkans (trafic d'héroïne, traite des êtres humains, braquages...) continuent à polariser l'attention à la fois dans la région et au niveau international. Au-delà de la criminalité à proprement parler, il semble indispensable de prendre en considération les réseaux sociaux locaux pour envisager l'évolution politique et sociale d'une région carrefour, qui doit composer avec son morcellement territorial, une tradition de rapports compliqués entre États et sociétés, et les influences extérieures contradictoires qui s'y exercent. Ces facteurs de continuité, associés aux facteurs de changement que sont les modifications des objectifs politiques, le renouvellement de la classe dirigeante et les phénomènes criminels dans les régions proches ou périphériques, sont autant d'éléments qui permettent d'appréhender la criminalité balkanique dans toute sa complexité.

### LES ROUTES DES BALKANS

La péninsule balkanique, située au cœur du bassin méditerranéen, au sud-est de l'Europe et près de l'Anatolie, bordure occidentale de l'Asie, a toujours été une zone de contact entre grandes aires culturelles. Elle a été traversée par des lignes de séparation, entre Occident latin catholique et Orient grec orthodoxe, christianisme et islam ottoman, plus récemment entre l'Europe de l'Ouest capitaliste et l'Europe de l'Est communiste.

La fragmentation des milieux physiques et le relief montagneux ont offert aux populations des espaces de refuge face aux invasions étrangères,

ou bien d'autonomie et de marginalité face au pouvoir politique central, contribuant à pérenniser jusqu'au milieu du xx<sup>e</sup> siècle des phénomènes de brigandage et de bandes armées, liés à un mode de vie pastoral.

Mais des raisons politiques ont aussi entretenu le morcellement et l'enclavement des territoires. La naissance des États indépendants à partir du xix<sup>e</sup> siècle et la disparition de l'ancien espace impérial ont produit des contentieux territoriaux et politiques s'ajoutant aux grandes lignes de fracture.

La circulation transbalkanique est néanmoins possible à travers de grands couloirs de communication. En dehors de leur utilisation militaire, ces routes jouèrent dès le Moyen Âge un rôle commercial, et les étapes des caravanes, au débouché de plusieurs d'entre elles, devinrent les villes majeures de la région.

128 Trois grands axes se croisent à Belgrade, principal carrefour balkanique et, aujourd'hui encore, point de passage obligé pour nombre d'itinéraires transrégionaux, y compris les grands trafics illicites. Le couloir danubien relie l'Allemagne à la mer Noire *via* Vienne, Budapest, Belgrade puis la frontière bulgare-roumaine. La deuxième route est tracée entre le nord-ouest et le sud-est de la péninsule, par Zagreb, Belgrade, Nis, Sofia et Istanbul en Turquie. Elle servit dès les années 1930 au trafic européen d'opiacés, hérité du commerce de l'opium de l'époque ottomane, qui reliait les espaces de production en Anatolie et en Macédoine aux espaces de consommation au nord et à l'ouest de l'Europe. Elle devint dans les années 1970 la principale voie du trafic d'opiacés depuis la Turquie et vers l'Europe, suscitant l'expression contemporaine de « route des Balkans de l'héroïne ». Un autre axe fréquenté depuis plusieurs décennies par le trafic de drogue court du nord au sud, de Belgrade au port grec de Thessalonique, par Nis en Serbie puis Skopje, capitale de l'actuelle Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), une alternative passant à l'ouest par le Kosovo.

Au sud, des routes est-ouest sont celles qui reliaient Constantinople à Rome et la mer Noire à l'Adriatique. La *Via Egnatia* conduit du port albanais de Durrës à Istanbul par Thessalonique et la côte égéenne, une voie alternative passant aujourd'hui à travers l'ARYM et la Bulgarie. La *Via di Zenta* (nom générique d'un ensemble de routes) relie le littoral du Monténégro et de l'Albanie du Nord à l'intérieur des Balkans par la plaine du Kosovo, *via* Pec ou Prizren. Les itinéraires ont été réactivés au début des années 1990 alors que des volontés politiques en Albanie, en Grèce et en Yougoslavie avaient limité pendant des décennies les relations transfrontalières, isolant notamment les minorités albanophones yougoslaves de l'Albanie.

Les territoires délimités aujourd'hui par le Kosovo et l'ARYM occupent aussi une situation de carrefour dans les Balkans, reliant, d'une part, la Serbie et la Grèce et, d'autre part, l'est et l'ouest de la péninsule, de la frontière turque à l'Adriatique. Ces territoires sont peuplés notamment par les Albanais qui, géographiquement et historiquement, notamment par leurs migrations en particulier, sont au contact de différentes populations, dans les Balkans mais aussi entre pays balkaniques, ainsi qu'avec la Turquie et l'Italie.

La péninsule est bien sûr largement accessible par la mer, et les voies maritimes sont une alternative aux routes terrestres. Parmi les grands ports historiques on trouve Istanbul à l'extrême sud-est des Balkans, point de passage entre mer Noire et Méditerranée, Europe et Asie. Thessalonique est le premier port balkanique, au croisement de deux voies terrestres, la *Via Egnatia* et la route nord-sud venant de Belgrade. Une voie ancienne mène du sud-est des Balkans à l'Europe, depuis ces deux grands ports, contournant le Péloponnèse à travers la mer Égée, la mer Ionienne et l'Adriatique, pour aboutir en Italie. Cette accessibilité par la mer explique aussi l'essor, au cours des dernières années, du trafic de cocaïne en provenance d'Amérique latine, qui emprunte les ports balkaniques avant de poursuivre dans la région, alimentant les marchés locaux ou les grands marchés de consommation en Europe.

129

Malgré les difficultés d'accès physiques ou politiques, ce réseau de communication terrestre et maritime couvre ainsi l'ensemble des Balkans et permet à la péninsule de jouer un rôle de carrefour conforme à sa situation géographique. Cette situation centrale explique aussi la place qu'ont prise depuis les années 1990 dans la région des filières migratoires clandestines en provenance du Moyen-Orient et d'Asie, et des filières d'exploitation de la prostitution alimentées par des jeunes femmes d'Europe orientale et de l'ex-URSS, des filières principalement orientées vers l'Union européenne. Un rapport du United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), organe des Nations unies contre la drogue et le crime, publié en mars 2008, indique une diminution du trafic d'êtres humains dans et à partir de l'espace balkanique au cours des dernières années. Cependant, il montre également une persistance de ces réseaux, les trafiquants et proxénètes albanais, très actifs jusqu'au début des années 2000, ayant été partiellement remplacés par des groupes originaires de Bulgarie et de Roumanie, qui occupent les premières places en matière d'arrestations dans de nombreux pays européens<sup>1</sup>.

1. United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Crime and its Impact on the*

## ÉTAT ET CRIMINALITÉ

La vocation de carrefour géographique et géopolitique de l'espace balkanique explique en partie les grands flux illicites qui traversent la région. Concernant les acteurs locaux qui gèrent ces trafics et la question de la criminalité régionale, la problématique est plus complexe, renvoyant notamment à des raisons historiques.

L'activité de réseaux sociaux agissant en marge de la loi et de l'ordre institutionnel (bandes insurrectionnelles, sociétés secrètes, groupes criminels et réseaux trafiquants) est une donnée incontournable des processus de formation et de construction des États.

130 Sous l'Empire ottoman, le pouvoir central contrôlait les régions périphériques en s'appuyant à la fois sur des notables et des bandits locaux, le brigand le plus actif étant souvent coopté par l'État pour devenir le garant de l'ordre public. Les États modernes des Balkans apparus aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ont conservé les pratiques favorisant la proximité entre acteurs institutionnels et acteurs criminels. Ils ont facilité ou accompagné la formation de réseaux violents dans le cadre d'enjeux politiques et territoriaux, en les coordonnant, en arbitrant entre eux, ou en se posant comme unique pouvoir légitime (ou en phase de légitimation) capable de contenir ces réseaux.

Les milices de l'espace yougoslave en période de conflits (qu'on a aussi retrouvées en Turquie dans les années 1980-1990), les éléments de « para-État » en Grèce dans les années 1950-1970 (organisations souterraines d'extrême droite dans l'appareil d'État) et d'« État profond » en Turquie (collusions entre milieux politiques, policiers, activistes d'extrême droite et criminels)<sup>2</sup>, le poids des services secrets dans la région pendant la guerre froide, véritables États dans l'État recourant aux milieux criminels et trafiquants, sont autant de configurations spécifiques mais pourtant comparables. Si beaucoup ne sont pas propres à la région, elles s'inscrivent dans l'histoire de l'espace issu de l'Empire ottoman, marquée par des processus contradictoires de formation de l'État, dont les frontières, institutionnelles et territoriales, restent incertaines.

---

*Balkans and Affected Countries*, mars 2008, [www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Balkan\\_study.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Balkan_study.pdf).

2. Voir pour la Grèce, Prévelakis Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 93 ; et pour la Turquie, notamment Vaner Semih, « Clientélisme, corruption, criminalité. Quelques références au cas de la Turquie », intervention dans la Journée d'études *Drogue et Politique*, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), 20 décembre 2000.

Les réseaux criminels traduisent ainsi à la fois l'inachèvement de l'État et son processus de formation. Leur dynamisme et leur trajectoire dépendent en partie des évolutions politiques internes à chaque pays de la région, mais aussi des interférences et des influences extérieures qui ont toujours cherché à s'exercer dans le carrefour balkanique, et avec lesquelles les acteurs locaux sont habitués à composer.

#### LES ANNÉES 2000 : UNE PÉRIODE CHARNIÈRE

Après la sortie de la période communiste et les guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie, la région des Balkans est entrée, au cours des années 2000, dans une nouvelle phase, principalement marquée par la perspective pour chacun de ces pays d'intégrer l'Union européenne et, par conséquent du point de vue politique, par les rapports et les relations entre les gouvernements régionaux et Bruxelles, dans le cadre du processus d'adhésion.

131

Les thèmes relatifs à l'État de droit, comme la réduction de la corruption, les réformes judiciaires ou la lutte contre la criminalité, se sont imposés au premier plan dans les relations entre l'Union européenne et les pays balkaniques. Ainsi, le 5 novembre 2008, les Balkans occidentaux (Albanie, ARYM, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Monténégro et Serbie) avaient pu lire les conclusions des rapports de suivi de la Commission européenne évaluant les réformes engagées en vue d'intégrer l'Union européenne. La Commission avait rappelé à chaque pays sa préoccupation face à la corruption et son attente de progrès en matière d'État de droit, de justice et de lutte contre la criminalité. Cette préoccupation est d'ailleurs étendue à deux autres pays de la région pourtant déjà entrés dans l'Union. La Commission européenne a ainsi dressé, le 22 juillet 2009, un bilan critique de la situation de la corruption et de la criminalité en Bulgarie et en Roumanie. Les deux pays sont soumis depuis leur adhésion, en janvier 2007, à des évaluations périodiques, en vertu d'un mécanisme dit « de coopération et de vérification », et sont invités à réformer considérablement leurs appareils judiciaires.

La Bulgarie a d'ailleurs vu les fonds de pré-adhésion qui lui étaient destinés bloqués par la Commission européenne en juillet 2008 (pour un montant total de 880 millions d'euros), après l'intervention de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) dès 2006 et la révélation de plusieurs affaires de corruption et de fraudes dans l'utilisation des aides européennes (entre 2002 et 2005, notamment à propos de la gestion du programme SAPARD [aide au développement rural]). Parmi les personnes mises en

cause par l'OLAF figurent des contributeurs de la campagne du Parti socialiste bulgare aux élections législatives de 2005 et de la campagne électorale en 2006 de l'actuel président bulgare, Georgi Parvanov.

Du fait de la relative pacification qui a progressivement gagné l'ensemble de la région depuis les années 2000, y compris sur le plan des scènes politiques internes à chaque pays, et des nouveaux enjeux politiques et économiques liés à l'intégration européenne, les réseaux criminels locaux ont connu des évolutions et des transformations.

132 Au cours de la décennie 1990, les crises politiques et économiques, la résistance et la transformation d'anciens réseaux communistes et les longues années de conflits et d'embargos avaient dynamisé le phénomène de porosité entre acteurs institutionnels, économiques et la pègre. L'instauration de nouvelles frontières étatiques avec leurs barrières douanières, les décompositions, recompositions et transformations des appareils d'État avaient offert des opportunités pour le développement des activités économiques illicites entre les territoires insuffisamment contrôlés et stabilisés, alors que d'anciens réseaux sociaux locaux, transfrontaliers et transnationaux, conservaient ou acquéraient des capacités de mobilité et d'échanges à l'échelle régionale et au-delà.

La fin des conflits et des embargos a vu parallèlement celle de certaines opportunités économiques (prédation dans les territoires en crise, échanges illicites). Le nécessaire renouvellement des activités lucratives pour des individus autrefois impliqués dans certaines activités illicites a conduit à des trajectoires diverses, comme la tentative de légitimation par l'investissement accru dans l'économie légale (industrie des loisirs, de la construction, privatisations) ou le maintien dans une carrière criminelle diversifiée (enlèvements contre rançon, trafic de cocaïne, etc.).

Dans le même temps, les forces armées des pays issus de l'éclatement yougoslave étaient progressivement réduites. Par exemple, alors que l'armée yougoslave (Serbie et Monténégro) comptait environ 150 000 hommes au milieu des années 1990, ces effectifs s'établissaient à environ 50 000 hommes pour l'armée de Serbie et 6 500 pour celle du Monténégro lors de la séparation des deux territoires, en 2006. Des individus dotés d'une expérience et d'une préparation militaires ont dû trouver des solutions de reconversion. L'exemple des braqueurs répertoriés par Interpol sous l'appellation de Pink Panthers a mis en lumière l'orientation d'anciens militaires et autres professionnels de l'usage de la violence vers des activités illicites à l'échelle internationale. La fin des guerres a aussi ouvert la porte à l'écoulement des stocks d'armes accumulés (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie), y compris par de

petites filières d'exportation clandestine vers les milieux du banditisme d'Europe occidentale.

Les réseaux d'intérêts illicites issus des années 1990 doivent ainsi faire face depuis plusieurs années aux nouvelles conditions régionales, également marquées par le renouvellement, à des degrés divers dans chaque pays, de la classe politique, l'usure des acteurs qui avaient dominé politiquement la période de transition, et enfin la réorientation des politiques locales vers de nouveaux objectifs majeurs.

Tous ces facteurs ont entraîné la déstabilisation et/ou la réorganisation de nombre de ces réseaux. Dans certains pays en chemin vers l'Union, des luttes s'exercent pour investir et gagner des positions dans les secteurs économiques les plus lucratifs et stratégiques. Elles impliquent des acteurs politiques, administratifs et affairistes, mais aussi parfois la sphère criminelle. Une partie des opérations de police, arrestations et inculpations qui se sont multipliées dans quelques pays de la région au cours des dernières années semblent s'être inscrites dans ce contexte de recomposition des relations. Les poursuites policières et judiciaires ont souvent été à géométrie variable, en fonction d'affinités politiques ou partisans, et de la capacité des uns et des autres à se protéger des poursuites par des moyens divers. Les enquêtes menées dans certains pays extérieurs à la région ont aussi déstabilisé ces réseaux. La lutte contre la criminalité et la corruption, devenue un thème central de la vie politique locale et des rapports avec l'Union européenne, sert de levier dans les luttes politiques, entre partis et entre groupes d'intérêts particuliers à l'intérieur des partis, notamment lors des changements au pouvoir. Le paysage criminel s'en trouve affecté.

133

Plusieurs arrestations ou inculpations relatives à des réseaux de Serbie ou du Monténégro avaient ainsi marqué l'année 2007, comme l'arrestation d'Andrija Draskovic à Francfort en mars et son extradition en Italie pour être entendu par la justice à la demande du parquet de Bari (il a été libéré en août 2007); une série d'arrestations menées à Belgrade en juin-juillet et les mandats d'arrêt internationaux émis à l'encontre de Mirjana Markovic et Marko Milosevic, veuve et fils de l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic, et de l'homme d'affaires Stanko Subotic; ou encore l'arrestation en septembre à Belgrade de l'homme d'affaires monténégrin Anton Stanaj.

En Albanie, le Premier ministre Sali Berisha, reconduit après les élections législatives de juin 2009, a lancé, depuis son arrivée au pouvoir en 2005, une action vigoureuse contre de nombreux groupes criminels, multipliant opérations de police et arrestations. Mais le procureur

général Ina Rama a rencontré l'hostilité de la majorité parlementaire et du Premier ministre lorsqu'elle a ouvert des enquêtes pouvant impliquer des membres ou des proches du gouvernement. Un homme d'affaires controversé de Bosnie-Herzégovine, Damir Fazlic, a notamment été mis en cause pour blanchiment d'argent. En octobre 2008, les ambassadeurs des États-Unis et de l'Union européenne à Tirana avaient publiquement exprimé leur malaise face à ce qu'ils considéraient comme des pressions du pouvoir sur l'action du parquet général. En outre, malgré l'action de Sali Berisha, les réseaux albanais de trafic d'héroïne restent actifs dans plusieurs pays européens. L'arrestation en mai 2009 à Istanbul du second secrétaire de l'ambassade d'Albanie dans l'ARYM, interpellé en possession de 65 kg d'héroïne, puis celle en juin, toujours à Istanbul, d'un officier de police albanais avec deux complices, accusés du trafic de 200 kg d'héroïne, ont confirmé cette continuité.

134

En Bulgarie, la hiérarchie policière, depuis le ministre de l'Intérieur jusqu'à la Direction générale de la lutte contre le crime organisé, a été entièrement changée au printemps 2008, sur fond d'accusations de liens avec des acteurs criminels. L'arrivée aux affaires d'un nouveau gouvernement en juillet 2009, après des élections législatives remportées par le Parti des citoyens pour un développement européen de la Bulgarie (GERB) de Boyko Borissov, ancien dirigeant d'une société de sécurité privée et ancien secrétaire en chef du ministère de l'Intérieur (2001-2005), s'est accompagnée de nouveaux changements à de nombreux postes clés dans la lutte contre la criminalité (douanes, ministère de l'Intérieur, police des frontières, Agence d'État pour la sécurité nationale...), affichée comme un objectif prioritaire par le nouveau Premier ministre, Boyko Borissov. Depuis plusieurs années, le pays est en proie à de nombreux assassinats et règlements de comptes rarement élucidés, tandis que l'activité des groupes criminels bulgares, sur place et à l'étranger, comme en Espagne, s'est développée.

#### DES INTERACTIONS ET DES RAMIFICATIONS MULTIPLES

Parmi les difficultés auxquelles doivent faire face les forces de l'ordre dans leur lutte contre la criminalité dans les Balkans, on trouve notamment l'imbrication entre les enjeux locaux déjà évoqués et des enjeux régionaux et internationaux, qui influent parallèlement sur les dynamiques et les conditions de fonctionnement de certains réseaux.

Dans un espace aux dimensions relativement restreintes comme les



Balkans, des réalités fort différentes coexistent d'un pays à l'autre, telles que l'état des relations internationales ou le statut vis-à-vis de l'Union européenne. Ces différences créent des rapports de concurrence mais aussi de complémentarité pour les acteurs capables d'agir en réseau dans plusieurs territoires.

La situation confuse, politique, administrative et juridique, de certains territoires (ARYM, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) est aussi à prendre en compte, car les désaccords et les conflits politiques concernant ces pays se traduisent à la fois par des discours de stigmatisation souvent excessifs et par de réels problèmes à l'intérieur de ces pays et dans leurs relations de voisinage, problèmes favorisant les activités illicites.

En Bosnie-Herzégovine, les tensions entre les autorités internationales et le gouvernement de la République serbe aggravent la crise politique locale et nuisent à l'amélioration de la situation dans le pays.

135

Au Kosovo, la mission de l'Union européenne, EULEX, déployée en décembre 2008 pour renforcer l'État de droit, doit rechercher un difficile équilibre entre les différentes parties pour tenter de travailler efficacement. Le Kosovo semble demeurer un lieu de passage important de l'héroïne à destination de l'Union européenne, ce qui s'explique notamment par sa situation de carrefour au sud de la région, vis-à-vis des axes en provenance de Turquie, et par l'héritage des réseaux trafiquants ayant émergé dans la diaspora kosovare au cours des années 1980-1990. Par ailleurs, en avril 2009, un scandale a éclaté lorsqu'a été révélée la disparition de près de 50 kg d'héroïne dans les locaux de la police du Kosovo (Kps) à Pristina, drogue qui avait été saisie lors de différentes opérations.

La permanence des liens régionaux, transfrontaliers et transnationaux qui sous-tendent les réseaux est évidente. Elle s'ajoute à la diversité des environnements sociaux concernés pour rendre la situation encore plus complexe. Ces liens créent des interactions et des dynamiques pouvant s'associer ou interférer avec des situations locales. Les causes d'un assassinat peuvent avoir une dimension proprement locale ou régionale. Ses effets ou ses conséquences s'inscrivent parfois dans d'autres dynamiques qui dépassent le contexte initial. Les acteurs impliqués sont multiples, de même que les enjeux et les stratégies déployées.

Les liens personnels qui s'établissent dans et entre des pays de petite taille renvoient, plus qu'à une ou des mafias, à la notion de milieu. Beaucoup de gens se connaissent, sans être pour autant associés en permanence. D'un territoire à l'autre, ils sont amenés à travailler ensemble de manière discrète, alors que, dans le même temps, sur le terrain politique ou en matière de lutte contre la criminalité, les discours des uns

envers les autres sont parfois critiques et les actions menées délibérément « ciblées ».

Deux crimes ayant choqué la Croatie à l'automne 2008, l'assassinat par balles de l'avocate Ivana Hodak, le 6 octobre, et l'attentat à la bombe du 23 octobre qui a tué le propriétaire de l'hebdomadaire *Nacional* Ivo Pukanic et son collaborateur Niko Franjic, ont mis en lumière cette complexité relationnelle. Aux protagonistes de ces affaires et de leur arrière-fond se mêlent des avocats, un ancien général de l'armée croate, une figure de la pègre emprisonnée pour enlèvement et un journaliste controversé. Les relations des uns avec les autres étaient parfois anciennes mais dégradées, parfois récentes, souvent improbables. Parmi les suspects dans l'attentat contre Ivo Pukanic figurent des Croates qui avaient été accusés en 2004 par les autorités bulgares de plusieurs assassinats, et des Serbes liés à la pègre de Belgrade. Le principal exécutant présumé, arrêté à Belgrade le 31 mai dernier, a fait partie des Bérêts rouges, cette unité spéciale de la sécurité d'État de Serbie créée lors des guerres des années 1990 et dissoute en mars 2003 après l'assassinat du Premier ministre Zoran Djindjic (pour lequel quatre anciens membres de l'unité ont été condamnés). Le 27 avril 2009, la police serbe a aussi arrêté Sreten Jovic, surnommé « Joca Amsterdam », ancienne figure de la pègre et des milieux trafiquants dans la région, qui est accusé d'avoir organisé l'attentat contre Pukanic. Le mobile et le commanditaire présumés de ce crime demeurent néanmoins obscurs.

Au-delà de l'espace régional, les pays des Balkans sont astreints au niveau international à la fois aux conditions imposées par Bruxelles pour préparer ou réussir leur intégration, et aux influences d'autres puissances (Fédération de Russie, États-Unis). Au cours des dernières années, les investissements étrangers, russes notamment, se sont multipliés dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, ou encore dans l'industrie du tourisme.

Le cas des activités de contrebande de cigarettes est révélateur de l'imbrication entre enjeux locaux, régionaux et internationaux; et entre commerce légal et illégal, la frontière entre les deux étant très poreuse. La contrebande, depuis la période chaotique des années 1990, a visé à la fois les marchés locaux et d'autres pays européens (Italie, Royaume-Uni, Espagne...), et elle a été alimentée à partir des grandes compagnies multinationales et des industries locales de cigarettes, dans le cadre de réseaux mêlant acteurs politiques, institutionnels, hommes d'affaires et truands.

Enfin, des situations extérieures à la région contribuent aussi à alimenter les grands trafics passant par les Balkans. Les conflits irakien et afghan

entretiennent les trafics d'êtres humains et d'héroïne dans la région, *via* la Turquie. Or, ces trafics drainent des sommes considérables à l'échelle locale, suffisamment conséquentes en tout cas pour que des acteurs institutionnels et économiques continuent à s'y intéresser, les céder à d'autres (rivaux politiques, concurrents en affaires, etc.) pouvant être perçu comme un risque supérieur à celui pris en y prenant part. Malgré l'investissement croissant des groupes d'origine criminelle dans des secteurs porteurs de l'économie légale, les activités illicites conservent leur importance dans les équilibres et les rapports de force qui les régissent, et aussi, de façon moins directe mais néanmoins réelle, les réseaux économiques et politiques disposant de points de contact plus ou moins importants avec ces groupes.

Parmi les éléments permettant de comprendre le dynamisme et les évolutions des réseaux criminels des Balkans, on trouve la contradiction et la tension permanentes entre, d'une part, des relations inter- et intra-étatiques (entre groupes nationaux) caractérisées par des lignes de clivage et des crises récurrentes – ce qui traduit le morcellement régional – et, d'autre part, les liens anciens (culturels, économiques, politiques) reliant ces groupes nationaux, les États et les sociétés, et favorisant échanges et contacts. Dans un contexte géographique plus étendu, ces réseaux criminels participent à la mise en relation des territoires des Balkans et de l'espace régional dans son ensemble avec les espaces voisins, *via* les réseaux sociaux des communautés diasporiques et expatriées, les relations avec d'autres groupes criminels et le potentiel traditionnel de carrefour que joue l'espace balkanique entre ces ensembles spatiaux. Dans la restructuration géopolitique mondiale, la question est de savoir si les Balkans sont voués à rester un facteur de déstabilisation ou s'ils peuvent devenir un point de rencontre et d'intégration. Le facteur de la criminalité est un indicateur, parmi d'autres, permettant de comprendre l'évolution des États des Balkans.

137

## R É S U M É

*Les réseaux criminels des Balkans sont marqués à la fois par des permanences et des mutations, qui mettent en lumière les relations sociales et géographiques internes et externes de la région, où les rapports entre États et sociétés sont complexes, et où s'exercent des influences extérieures contradictoires. Les permanences sont la situation et les conditions géographiques (un carrefour territorialement morcelé), et les liens des réseaux avec les structures étatiques. Les changements internes (objectifs politiques, souveraineté) peuvent modifier les rapports entre les différents acteurs impliqués.*